agenzia fides
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org
Fondata nel 1927

ASIE/SRI LANKA - Prise de position de l'Episcopat en faveur du maintien de la décentralisation et de la rédaction d'une nouvelle Constitution

Colombo (Agence Fides) – Les Evêques du Sri Lanka ont demandé au gouvernement de ne pas abolir le système de décentralisation administrative qui assure une reconnaissance à la minorité tamoule et de penser à un projet de nouvelle Constitution. Un communiqué de la Conférence épiscopale du Sri Lanka, envoyé à l'Agence Fides, demande à ce qu'il ne soit procédé ni à la modification ni à l'abrogation du 13ème amendement de la Constitution. Ce dernier, approuvé en 1987, prévoit l'institution des Conseils provinciaux et fait du tamoul une langue officielle, sachant que l'anglais joue un rôle de pont entre les deux communautés, cingalaise et tamoule.
La proposition d'abolir l'amendement est au centre d'un vif débat politique et social qui a vu l'Eglise apporter sa contribution. Selon les Evêques, il est bon « d'en discuter avec toutes les parties intéressées » sur la base d'un projet de révision d'ensemble de la Constitution, respectueux des droits et de la justice pour toutes les communautés composant la société sri lankaise.
Le système prévu par le 13ème amendement, remarque l'Episcopat, « permet une plus grande participation des personnes à la gestion des affaires publiques » et constitue donc un juste principe pour la vie démocratique. L'abolir pourrait porter à « une plus grande centralisation de l'autorité » et attirer des critiques de la part de la communauté internationale « à un moment où le Sri Lanka s'est engagé à rendre permanentes les difficiles conquêtes obtenues avec la paix », après une guerre civile de trente ans, qui s'est achevée seulement en 2009.
Les Evêques invitent le gouvernement à prendre en considération « la question du nord » (la zone où vit la minorité tamoule) en tant que « question nationale » et à chercher une solution par le biais du dialogue entre les dirigeants locaux et nationaux. Ils suggèrent notamment la création d'un « Comité parlementaire restreint » ad hoc, pouvant élaborer l'ébauche d'une nouvelle Constitution garantissant « la justice, la paix et la prospérité à tous les citoyens du pays, indépendamment de leurs différences ethniques, religieuses ou sociales ».
La proposition d'abolir le 13ème amendement afin de retirer les pouvoirs aux provinces a été lancée par le parti nationaliste cingalais Jathika Hela Urumaya (JHU) qui fait partie de la coalition actuellement aux affaires. Le plus important parti musulman du Sri Lanka, le Sri Lanka Muslim Congress (SLMC), a exprimé à ce propos sa « totale opposition » alors que la Tamil National Alliance (TNA) a insisté sur l'urgence d'une « pleine délégation des pouvoirs aux autonomies provinciales ». (PA) (Agence Fides 11/06/2013)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it